



Pour une réforme des retraites juste et solidaire Contre le projet de loi gouvernemental Ensemble nous pouvons gagner !

Les journées du samedi 16 et du mardi 19 octobre 2010 confirment que la mobilisation est ancrée dans la durée à un haut niveau. Ce sont des millions de salariés qui dans le cadre de ces 6 journées d'action depuis début septembre affirment vouloir une autre réforme des retraites juste et efficace et l'ouverture de négociations avec les syndicats.

L'ampleur des mobilisations confirme qu'au-delà de la réforme des retraites, l'emploi, les salaires, les conditions de travail mais aussi l'avenir des jeunes sont restés sans réponses efficaces notamment depuis l'aggravation des situations liées à la crise financière de 2008.

Les bloqueurs ne sont pas les syndicats et les salariés, mais Nicolas Sarkozy et son gouvernement qui ne veulent pas négocier, malgré la demande de 69% des Français (sondage du 22/10/2010) et les millions de manifestants. Ce nombre qui ne faiblit pas confirme que c'est par un large débat public et une véritable concertation en amont qu'il faut aborder une réforme importante comme celle des retraites.

Le gouvernement porte la responsabilité pleine et entière de la poursuite de la mobilisation compte tenu de son attitude intransigeante, de son

absence d'écoute et de ses provocations à répétition.

Il ne peut pas répondre à la situation actuelle par le déni et la répression.

Les syndicats condamnent les réquisitions ordonnées par Nicolas Sarkozy, outil répressif pour casser les actions des grévistes. En effet, les réquisitions ne peuvent s'appliquer qu'en matière de sécurité des personnes ou leur santé.

L'arrêt de la production ou perturbation d'un service public ne portent en aucun cas atteinte à la sécurité ni à la santé publique. Il s'agit d'un interdit pur et simple du droit de grève garanti par la Constitution, en l'occurrence exercé au sein d'entreprises privées ou publiques dans un cadre démocratique et pacifique.

Les organisations syndicales demandent au gouvernement et aux parlementaires de ne pas adopter cette réforme.

Fortes du soutien des salariés, des jeunes, d'une majorité de la population et face à une attitude intransigeante du gouvernement et du chef de l'Etat, les organisations syndicales décident de continuer et d'élargir la mobilisation. Pour cela elles appellent leurs organisations à poursuivre leurs mobilisations afin de rassembler le plus grand nombre, dans le respect des biens, des personnes et dans l'unité d'action.

GREVES et MANIFESTATIONS JEUDI 28 OCTOBRE 2010

**Périgueux : 16 h 30 - Palais de Justice
Bergerac : 16 h 30 - Palais de Justice
Sarlat : 16 h 30 - Place de la Mairie**